



22 mars 2013

La FTQ dénonce le budget conservateur



« En éliminant les crédits d'impôt des fonds de travailleurs, les conservateurs démontrent leur mépris envers les petits épargnants en plus de nuire à l'économie du Québec, c'est odieux » — Michel Arsenault et Daniel Boyer, président et secrétaire général de la FTQ

La Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) ne peut que dénoncer le budget conservateur déposé cet après-midi à Ottawa qui, entre autres, élimine de façon graduelle, sur une période de quatre ans, les crédits d'impôt des fonds de travailleurs qui profitent directement aux petits épargnants.

Dans un contexte où l'épargne pour la retraite est un enjeu crucial pour des milliers de personnes, cette abolition graduelle du crédit est un pas en arrière.

Aussi, les conservateurs semblent ignorer que les investissements des fonds de travailleurs ont permis au fil des ans de créer ou de sauver des dizaines de milliers d'emplois et d'investir dans des centaines d'entreprises et ainsi dynamiser l'économie du Québec. « Déjà, par sa réforme de l'assurance-emploi, on savait que ce gouvernement avait abandonné les travailleurs et travailleuses, mais avec cette mesure, on conclut que le Québec n'a plus aucune importance aux yeux des idéologues conservateurs jaloux des succès remportés par les fonds de travailleurs », a déclaré le président de la FTQ, Michel Arsenault.

Ottawa se prive d'une mesure fiscale rentable

Les conservateurs semblent ignorer que les gouvernements fédéral et provincial récupèrent leur mise en moyenne dans les trois ans grâce aux impôts et aux taxes payés par les travailleurs et les entreprises qui profitent des fonds investis dans l'économie.

« Depuis sa création, le Fonds de solidarité FTQ a permis de créer, de maintenir ou de sauvegarder près de 500 000 emplois tout en injectant près de 6 milliards de dollars dans notre économie depuis 1990. Ottawa se prive d'une mesure fiscale rentable et des investissements productifs au moment où l'économie du Québec est des plus fragiles. Ce gouvernement est complètement déconnecté de la réalité québécoise, c'est une vraie honte », a ajouté le secrétaire général, Daniel Boyer.

Et l'assurance-emploi maintenant

« Il aurait fallu être un peu naïf pour oser croire que le gouvernement Harper recule et annonce dans son budget qu'il avait écouté les dizaines de milliers de sans-emploi qui lui demandent de renoncer à sa réforme imbuvable du régime d'assurance-emploi. Aujourd'hui, il redouble d'insulte en empiétant encore plus sur les champs de compétences des provinces, en imposant des exigences aux provinces dans la dispensation de la formation de la main-d'œuvre. Il commet encore une fois un acte qui relève d'un détournement de fonds. Les provinces doivent réagir énergiquement à ce nouveau diktat du fédéral ! », a ajouté Michel Arsenault.

Daniel Boyer déplore également les nouvelles compressions qui susciteront d'importantes pertes d'emplois et une détérioration des services publics. « Le ministre avait précédemment évoqué un report du retour à l'équilibre. Comme l'adage le dit, la première idée est souvent la meilleure. L'objectif du déficit zéro, à Ottawa comme à Québec, se fait sur le dos des travailleurs et travailleuses, de la population et des services dont elle a besoin. Aux deux paliers, ça frise l'obsession ! »

Tirer les conclusions

Pour les dirigeants de la FTQ, « le mécontentement envers l'empiètement grandissant du fédéral dans nos affaires doit être à la mesure de la mobilisation qui prend son essor contre la réforme de l'assurance-emploi. Il faut faire comprendre à ce gouvernement qu'assez c'est assez et que trop c'est trop ! Il faudra, tôt ou tard, que la population tire ses conclusions et agisse en conséquence. Plutôt que de s'en prendre aux travailleurs et travailleuses ce gouvernement aurait mieux fait de s'attaquer aux paradis fiscaux de ses amis millionnaires ».

(Source : FTQ)